

3^E CONFÉRENCE SUR LA FINANCE EN AFRIQUE

Le capital-investissement en fort développement en Afrique

Mais sa présence et sa croissance couvrent essentiellement les régions les plus dynamiques en matière d'entrepreneuriat privé, à savoir les pays du Maghreb, les pays anglophones d'Afrique et l'Éthiopie. Sur près de 200 équipes qui gèrent actuellement des fonds de capital-investissement, seule une dizaine opère dans les pays d'Afrique francophone. Cette 3^e conférence sur le financement en Afrique, qui s'ouvre ce 12 février 2015 à Paris, voudrait orienter également ce capital-investissement vers les pays francophones d'Afrique. D'où le libellé du thème qui porte essentiellement sur les « impacts et retours sur investissement responsable d'entreprises en Afrique ». L'Association « KUSUNTU-Club », présidée par Jean-Luc Koffi Vovor, organisatrice du 12 au 13 février 2015 de cette rencontre des dirigeants d'entreprises et des bailleurs de fonds internationaux, voudrait insuffler une dynamique de rattrapage pour les pays africains francophones. C'est dans ce contexte que la journée du 13 février sera consacrée à la structuration et à la levée de capitaux en vue de la gestion de fonds d'impacts pour l'Afrique.

Cette conférence, organisée du 12 au 13 février prochain à Paris, est le lieu privilégié des rencontres professionnelles sur la France entre les investisseurs professionnels internationaux et les entreprises « Constructeur » de l'économie africaine. Les entreprises et les sociétés à capitaux privés ont comme défis de mutualiser leurs efforts, leurs intelligences, leurs capitaux pour contribuer à l'économie d'une Afrique qui connaît ces deux dernières décennies une forte croissance. Ces acteurs internationaux sont nombreux et s'inscrivent sur des segments d'entreprises de taille plus importante, couvrant une ou plusieurs zones géographiques ou linguistiques. Ils ont une approche panafricaine de gestion et viennent le plus souvent en accompagnement d'entreprises à vocation régionale ou panafricaine à forte intensité capitalistique.

La société française Investisseurs & Partenaires (I&P) se distingue

Il s'agit, pour les plus connus, du fonds américain ECP, du fonds Abraaj qui a repris les activités de l'acteur britannique Aureos, ou encore du britannique Actis. Il nous faut mentionner des acteurs franco-africains, comme le fonds Advans, spécialisé dans l'investissement dans des institutions de la microfinance, la société d'investissement Amethis Finance, le fonds Adenia Partners basé à Maurice, qui intervient dans les pays francophones de l'océan Indien et ceux de la façade Atlantique du continent. Un fonds se distingue : la société française Investisseurs & Partenaires (I&P), précurseur dans l'accompagnement financier et technique des entrepreneurs africains. Elle développe un modèle intéressant de coopération, ayant pour objectif d'accroître l'offre domestique et ainsi permettre l'accès à un plus grand nombre d'entreprises. Il convient de créer l'offre permettant aux candidats potentiels issus du secteur informel de se structurer et accéder aux capitaux, mais aussi à l'accompagnement technique opérationnel apporté par les fonds d'investissement.

L'Afrique a été pendant une décennie la dernière frontière économique du monde. Aujourd'hui, elle connaît une forte croissance économique adossée à une forte croissance démographique avec une prévision démographique de plus d'un milliard d'habitants à l'horizon 2050. Actuellement des études et des recherches effectuées sur le continent révèlent qu'il ya près de 300 millions de personnes avec un pouvoir d'achat en Afrique, classées en fonction du coût de la vie locale, et dans la catégorie de la classe moyenne. L'Afrique présente une réelle opportunité pour les entreprises pour faire des affaires qui permettront de soutenir la croissance mondiale. C'est dans ce cadre qu'est organisée cette rencontre de Paris sur la finance en Afrique.

Deux approches de l'investissement

Une des caractéristiques du capital-investissement dans les pays d'Afrique francophone est la prééminence de fonds d'investissement déployant des capitaux dans un nombre limité de transactions de taille significative, dans des entreprises de taille grande ou intermédiaire. Dans les pays anglophones, les transactions sont plus importantes en nombre,

dans des entreprises de taille modeste à moyenne.

Le capital-investissement en Afrique se décline selon deux approches principales : l'investissement de mission ou impact investing d'une part, et l'investissement financier plus classique, d'autre part. Par rapport aux opérations dans les pays développés et mieux équipés financièrement en Afrique, on trouve peu d'opérations de contrôle total, avec recours au levier de l'endettement. Ceci s'explique par la faiblesse des marchés financiers qui n'offrent pas des opportunités de sortie par les introductions en bourse.

L'investissement de mission consiste à identifier et accompagner les entreprises les plus susceptibles de créer un impact social et sociétal durable, tels que la création d'emploi pour les moins qualifiés et donc un plus grand développement des acteurs de base, l'inclusion financière de ces acteurs, l'accès aux besoins de base, la préservation de l'environnement, la promotion des pratiques de meilleure gouvernance.

En ce sens, l'investissement de mission vise des entreprises en création, l'accompagnement d'entrepreneurs du secteur informel vers le secteur formel, ou encore l'accompagnement de jeunes entreprises vers un cadre opérationnel leur permettant un développement pérenne. Par son approche même, l'in-

Ces fonds s'inscrivent dans une dynamique vertueuse de respect de l'environnement, de bonne gouvernance économique et de développement social

vestissement de mission va viser une rentabilité moindre du capital investi au profit de l'éclosion d'un écosystème dynamique et bénéfique pour les acteurs qui auraient pu être exclus des effets de la croissance économique. Cette approche est encore trop faible en Afrique, elle se distingue fortement des opérations de philanthropie ou d'aide ciblée. À la différence de ces dernières, l'exigence d'une rentabilité économique et financière minimale est la seule qui va permettre la durabilité de la création d'activité économique.

Les acteurs financiers plus classiques s'inscrivent aussi dans cette mission d'impact social et sociétal. À la différence des acteurs dits d'investissements de mission, ils poursuivent une logique de développement, de croissance économique et de rentabilité financière plus forte, mais attachent un intérêt particulier à ce que les opérations et activités des entreprises qu'ils accompagnent s'inscrivent dans une dynamique vertueuse de respect de l'environnement, de bonne gouvernance économique, ainsi que de développement social. La croissance économique et la création d'emplois en Afrique francophone passent par le développement d'un tissu de PME en capital-investissement : les déterminants du développement.



Une partie de l'excédent des réserves des États consigné auprès du Trésor français, une source de financement

Avec le dynamisme entrepreneurial, se développera l'industrie africaine du Private Equity. Il s'agit là d'un premier facteur qui va appeler un nombre plus important d'initiatives dans le sens d'une offre domestique plus importante de capital-investissement. C'est dans cet axe que s'inscrivent les initiatives des sociétés I&P et d'Amethis, avec la promotion d'équipes locales.

Un second facteur pourrait être, à l'instar du dispositif français FSI France Investissement, d'organiser une coopération entre les banques de développement et d'investissement régionales d'un côté, et les banques et compagnies d'assurance africaines de l'autre. Cette coopération prendrait la forme d'un programme d'incubation de nouvelles équipes de capital-investissement, à l'instar

du projet ayant conduit à la création de Cauris en Afrique de l'Ouest et de Cenainvest en Afrique Centrale. Ce mécanisme permettrait à son tour d'attirer des investisseurs institutionnels internationaux, dont beaucoup hésitent aujourd'hui à investir à cause de l'offre limitée de fonds de capital-investissement.

Pour ce faire, une source de financement initiale existe : une partie de l'excédent des réserves des États consigné dans le compte d'opération auprès du Trésor français, en garantie de la parité entre l'euro et le franc CFA. Le taux de couverture statutaire requis pour assurer la parité est de 20 % des réserves des changes, alors que celui-ci est de 100 % aujourd'hui, en légère baisse par rapport au niveau de 112 % atteint en 2011.

L'accès au capital-investissement requiert diverses conditions au rang desquelles la sortie de l'activité du système informel. Les politiques d'amélioration du climat des affaires, les évolutions et incitations de nature juridique, réglementaire et fiscale permettent de construire et développer un écosystème favorable à l'entrepreneuriat et au développement du capital-investissement. Beaucoup reste donc à faire.

La Rédaction

PROFIL

Jean-Luc Koffi Vovor, le chasseur des investisseurs pour l'Afrique

D'origine togolaise, Jean-Luc Koffi Vovor exerce dans la finance depuis plus de 25 ans, d'abord au sein d'un cabinet de conseil anglo-saxon, puis au sein de sociétés financières internationales. En 2008, il lance l'initiative Kusuntu, qui a pour objectif de promouvoir l'émergence et le développement de champions économiques africains grâce à l'investissement de capitaux privés internationaux et africains.

Ce programme, institutionnalisé à travers de la formalisation en 2010 de Kusuntu-le-Club, un action-tank composé de dirigeants, d'entrepreneurs et d'investisseurs, œuvre pour un contexte favorable à davantage d'entrepreneurs et de capitaux privés dans les entreprises africaines et ainsi attirer les capitaux en direction de projets à forte valeur de développement économique, mais aussi d'impact social, environnemental et de bonne gouvernance.

Jean-Luc Koffi Vovor participe en 2013 avec cinq associés, à la création de Kusuntu Partners, société de conseil spécialisée dans l'accompagnement d'investisseurs institutionnels et privés dans la sélection de fonds d'investissement spécialisés sur l'Afrique ainsi que le suivi de ces investissements, mais aussi l'assistance aux fonds africains souhaitant lever des capitaux auprès des investisseurs non issus de gouvernements ou d'organisations d'aide au développement.

